

le Trait d'Union



Bulletin bimestriel de l'Union Nationale France - Russie - CEI - peuples russophones

Les articles sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs et peuvent ne pas refléter l'opinion de l'UNFR-CEI-PR

SOMMAIRE janvier - février 2019

page 2

2019 : **Le nouveau à venir ?** Marc Druesne

pages 3 à 5

Forum des Russes de France.

Valentine Grosjean

pages 5 à 10

**Retour sur les relations entre les Etats-Unis
et la Fédération de Russie depuis la fin de la
guerre froide.**

Stéphane Dupuy

page 11

Trois films de la collection

« La Russie inconnue »

pages 11 et 12

**Le français dans la Région d'Irkoutsk,
est-ce qu'il subsistera ?**

Elena Vyssokikh



2019 : Le nouveau à venir ?

« *Nous apprendrons que les hommes peuvent être tendres* ». Maïakovski.

Je ne prenais garde au risque d'écrire dans ces périodes de fêtes de fin d'année et du nouvel an. Le ton donné, l'objet dicté, les bons sentiments clamés, parviendrai-je à m'exempter du rire et de l'allégresse obligatoires ? Non. Mieux même, à l'inverse, je me soumettrai de bon gré et de tout cœur à ce rite d'optimiste sociabilité : à vous toutes, associations, à vous toutes et tous membres affiliés, à vous tous(tes) ami(e)s que j'aimerais connaître, éprouvez la joie dans vos réunions familiales, savourez le succès dans vos initiatives associatives festives, et permettez que pour l'Union s'accomplisse le vœu réitéré que, grandie, les circonstances aidant, trouvent issue et solution les grandes questions qu'elle porte et pose et qui ont pour enjeux, l'amitié, nos langues et cultures, la paix toujours.

Rien que ça ! C'est effectivement cette fonction première et majeure qu'assume l'Union non pas elle seule, mais par le sens rassemblé que vos actions associées confèrent à sa propre démarche. Celle-ci, à son initiative, pouvant en revanche parler avec vous et pour vous de ce qui concerne, affecte, conditionne telle de vos activités tournée vers la Russie : j'ai en votre nom protesté contre l'augmentation des frais d'inscription à l'Université pour les étudiants étrangers hors UE. Beaucoup de nos correspondants russes, étudiants et enseignants, avaient immédiatement réagi pour déplorer ce nouveau coup porté au français, notre langue, notre culture et l'effet dissuasif en amont sur la motivation à choisir sa seconde langue vivante. Le témoignage joint, éclairant et argumenté d'une collègue russe professeure de français, vous expliquera le lent et continu déclin de notre langue, précipité sans doute par cette dernière mesure et qui la laisse redouter l'avenir. Il est alors probable que là où s'organisent échanges scolaires et universitaires et où le niveau de langue est le critère de participation, se ressent cette difficulté à

recruter et donc actionner un des leviers les plus efficaces de nos relations de portée durable.

J'aurais aimé vous livrer des informations sûres et positives quand une initiative officielle russe invitait à participer les 25 et 26 octobre au Forum pour « *développer les liens entre les sociétés civiles française et russe* ». Invitée l'Union s'y rendit et participa aux deux « tables rondes » sur la jeunesse et les langues. Outre les propos convenus de la séance d'ouverture sans dialogue possible, tout fut tellement incertain, confus, allusif, qu'une conclusion est des plus aléatoires quant à l'objectif poursuivi, les moyens mis en œuvre, le rôle des uns et des autres pour quels projets et à quelle échéance ? Quel rôle jouait là Dialogue de Trianon, doté de peu de moyens selon M. Chibaëff mais à la poursuite de projets concrets selon M. Orlov ? Doté d'un Conseil de Coordination, aurait-il emprunté fortuitement cette structure à l'OFAJ ? (Office Franco-Allemand pour la Jeunesse). L'occasion fut néanmoins saisie par l'Union pour dire et redire que dans la circonstance et selon le titre annoncé, l'OFRJ serait le bon instrument, fédérateur, pérenne, doté des moyens le rendant apte à orienter, aider et décider. Ecoute attentive mais sans effet immédiat.

En revanche, voyez comme j'ai fait abstraction de ce qui agite la France et nourrit les commentaires jusqu'en Russie, « les Gilets jaunes » ! Je n'en pouvais dire que l'indécise apparence ou bien retenir ce que d'aucuns, comme Tsvetaïeva, nommaient « *l'inadmissibilité de ce monde* ». Ou bien selon la même tourmentée, permettez-moi l'emprunt analogique, loin au-delà du présent confus et bouillonnant, et longtemps encore, quelqu'un à qui vision d'un Maïakovski serait prêtée, « nous attendrait quelque part au tournant » ?

Au tournant de 2019, paix et réussite pour vous, pour l'Union et que vive l'amitié franco-russe.

Marc Druésne

directeur de la publication : Marc DRUESNE
121, route des châtaigniers
74350 ALLONZIER LA CAILLE
siège social : Union Nationale France-Russie-CEI-Peuples russophones
Centre Culturel de Vitry
36, rue Audigeois 94400 Vitry-sur-Seine
adresse courriel : unionfrceipr@orange.fr
rédacteur en chef : Marc Druésne
marc.druésne@orange.fr
comité de rédaction : Michel Faitot
Dimitri de Kochko,
Christiane Montastier
Marcelle Sage-Pranchère
secrétaire de rédaction-maquette : Philippe Guichardaz
N°CPAFAP 0105 G 79 555 - N° ISSN 1267-2408

FORUM DES RUSSES DE FRANCE

Valentine Grosjean, membre du Conseil d'Administration de « l'Union Nationale France-Russie CEI-peuples russophones » a assisté pour l'Union à ce Forum, les 30 novembre et samedi 1er décembre, à l'Ambassade de Russie à Paris dans le 16^e arrondissement.

L'ouverture officielle s'est faite en présence de l'Ambassadeur de Russie en France A. Iou. Mechkov et des trois consuls (de Paris, Strasbourg et Marseille), d'un représentant du Ministère des Affaires Etrangères russe, M. Roskochnij (département s'occupant des compatriotes vivant à l'étranger), de M. Prokhorov, Conseiller représentant le Fonds de Soutien aux compatriotes et de Madame Kracheninikova, représentante de la commission « affaires humanitaires, diplomatiques et conservation des valeurs traditionnelles ».

M. Prokhorov a précisé que les Russes de France étaient les plus nombreux

en Europe. La communauté est active et composée d'un grand nombre de personnes : 350 personnes étaient inscrites au forum !

M. Chepelev, président du Conseil de Coordination des Russes de France (et réélu pour 2019) annonce le programme de la journée et les coordinateurs des différentes commissions prennent la parole pour présenter le travail réalisé en 2018 : commissions de la jeunesse, des festivals et projets culturels, commission des médias qui lutte contre la russophobie (responsable : Dimitri de Kochko), commission du droit des femmes, des enfants et de la famille, commission des personnes âgées, commission du développement de la communauté russe.

Ces commissions ont beaucoup travaillé pour organiser, entre autres, la marche du « régiment immortel » qui a traversé plusieurs villes françaises, et celle qui défend le droit des femmes (surtout après divorce d'avec un mari français). Le service

social et juridique est apparemment très compétent : office privé de Olga Podolskaïa : olga.podolskai@wanadoo.fr, tél : 33 1 42 77 57 37.

A partir de 15 h : réunions de travail des diverses sections proposées : jeunesse, personnes âgées, famille et école, développement de la communauté russophone, relations scientifiques avec la Russie, section de l'éducation et de la langue russe, section de la culture et de l'histoire russes en France, information et communication, culture et économie, cinéma et mass media, solidarité, etc.

Il y avait aussi des tables rondes : l'immobilier en France - questions et réponses-, comment travailler avec les municipalités en France, le folklore russe comme moyen d'éduquer les enfants et d'attirer l'attention du public français, comment éditer des livres russes ou sur la Russie en France, comment protéger et développer l'héritage culturel russe en France, comment créer une chaîne de ciné clubs avec films russes en France.....

Samedi 1er décembre, les participants sont arrivés en retard car retenus par la présence des gilets jaunes place de l'Etoile, proche du boulevard Lannes où se trouve l'Ambassade.

Les responsables des commissions ont rendu compte du travail des sections et on a procédé à l'élection du nouveau Conseil de Coordination pour 2019 ; beaucoup de jeunes se sont présentés et ont été élus au Conseil (23 personnes) ; on espère un renouveau. M Chepelev a été choisi de nouveau comme président du Conseil de Coordination de France .

Dimitri de Kochko a été élu pour représenter le Conseil de Coordination de France aux 3 réunions annuelles du Conseil de Coordination Mondial qui se tiendra à Moscou.

De 16h à 17h, le consulat était présent pour répondre aux questions complexes des assistants et résoudre certains problèmes : comment obtenir un passeport russe quand on réside en France, etc.

Tous les repas, bien typiques, pouvaient être pris sur place et celui du vendredi soir (invitation de l'Ambassade) était gratuit et excellent.

Manifestations intéressantes lors du Forum :

La fille de l'acteur célèbre Bondartchouk, N.S. Bondartchouk est intervenue pour nous parler de son père et de son propre travail d'actrice. Elle nous a raconté quelques anecdotes de sa vie. Elle est en train de créer de petits films pour enfants avec des enfants et nous a décrit la réaction de ces derniers durant les tournages.

Présence du jeune et dynamique cosmonaute : Anton Nikolaevitch CHKAPLEROV.



Il y a 15 jours, il était encore dans le cosmos. Le soir, avant de se coucher, il lève la lunette de sa fenêtre et regarde la terre ; il s'endort tranquille car il a vu la terre où il n'est pas. Les équipes qui volent sont en général internationales ; chaque cosmonaute doit

manger 60% de la nourriture de son pays car son corps y est habitué et ensuite il peut manger 40% de la nourriture de son collègue japonais ou italien ; les « plats » japonais ont du succès ! Il faut les attrapper dans l'espace ; ils volent à cause de l'absence de gravitation. M. Chkapterov transmettra mon bonjour au

cosmonaute *Alexandre Ivantchenkov* qui fit une tournée en France il y a 35ans pour raconter ses vols dans le cosmos et je fus sa traductrice durant 10 jours. Il vit toujours à la Cité des Etoiles et se porte bien.

Valentine Grosjean

Retour sur les relations entre les Etats-Unis et la Fédération de Russie depuis la fin de la guerre froide.



DUPUY Stéphane
Docteur de l'Université
Relations Etats-Unis/ Russie
Chargé de cours Master Études européennes
et internationales
Chercheur LERMA/ OREMA (EA 853)
Aix-Marseille Université

Il suffit d'observer la rencontre glaciale lors du sommet du G20 à Los Cabos au Mexique en juin 2012 ou les visages fermés

qui s'est installé entre les présidents Barack Obama et Vladimir Poutine depuis le retour de ce dernier au Kremlin au printemps 2012.



lors du sommet du G8 en Irlande du Nord en juin 2013 pour constater le degré de défiance

Les efforts entrepris, lors du retour des Démocrates à la Maison Blanche en 2009, par le nouveau président Barack Obama pour remettre à plat (par une politique dite du *reset*) la relation bilatérale mise à mal par les deux mandats du Président républicain George W. Bush, s'avèrent plus difficiles que prévu. En effet, le comportement du nouveau président russe laisse à penser que, s'il a adopté le *reset*, il semble bien déterminé à en définir les modalités.

Pourtant, quelques jours avant son investiture pour un troisième mandat, Vladimir Poutine avait envoyé un message à la Maison Blanche pour indiquer que la Russie était désireuse de renforcer le partenariat avec l'administration démocrate pour peu que les Etats-Unis agissent selon les principes d'un partenariat égal et mutuellement respectueux. Ce message faisait suite à une lettre envoyée par le président américain à l'occasion de la nouvelle élection de Vladimir Poutine. Barack Obama s'y disait disposé à coopérer avec le nouveau président russe afin de faire avancer le processus de mise en place d'un partenariat stratégique entre les deux pays. De quoi préserver la politique du *reset* qui a tout de même permis la signature à Prague, le 8 avril, 2010 d'un nouveau traité START prévoyant notamment une réduction du nombre total de têtes nucléaires à 1550 de part et d'autre.

Cependant, très rapidement plusieurs dossiers viennent perturber ce semblant d'harmonie. C'est tout d'abord, l'organisation de manifestations de grande ampleur, inédites à Moscou, lors de l'annonce de l'échange de poste avec Dmitri Medvedev qui cède à Vladimir Poutine la présidence tout en

acceptant de devenir son Premier ministre. Ces manifestations font écho au printemps arabe de 2011 qui débouche sur le renversement de plusieurs régimes autoritaires dans le monde arabe, voire sur une guerre civile dans la Syrie de Bachar El Assad dont le régime est soutenu par Moscou. Suite aux manifestations de la place *Bolotnaia*, le Kremlin décide d'expulser USAID et d'obliger toute ONG recevant des financements étrangers à s'enregistrer.

Puis c'est l'affaire Magnitski qui divise. Le 14 décembre 2012, Barack Obama signe une loi intitulée *Sergei Magnitsky Accountability and Rule of Law Act*, votée par le Congrès quelques semaines auparavant. Cette loi prévoit des sanctions à l'encontre de fonctionnaires russes interdits de séjour sur le territoire des Etats-Unis et dont les avoirs sont gelés, du fait de leur implication dans la mort de Sergueï Magnitski. Ce juriste russe de 37 ans est décédé dans une prison moscovite à l'automne 2009 dans des circonstances controversées. En représailles, le 21 décembre 2012, la Douma adopte à la quasi-unanimité la loi *Dima*



On lit, à gauche ; RENDEZ-NOUS DES HIVERS AVEC DE LA NEIGE,
à droite : RENDEZ-NOUS DES ÉLECTIONS HONNÊTES

Iakovlev qui interdit aux citoyens américains d'adopter des enfants russes. Cette loi porte le nom de Dima Iakovlev, un enfant russe mort aux Etats-Unis en 2008, oublié par son père adoptif dans une voiture en plein soleil. De plus, le Kremlin indique avoir adopté sa propre liste noire de citoyens américains accusés, selon Moscou, de violer les droits de l'homme et qui se voient interdits d'entrée sur le sol de la Fédération de Russie. Côté russe, la réponse est considérée comme étant « symétrique et proportionnée ». A la liste des 18 fonctionnaires russes, interdits de territoire américain dévoilée par Washington répond, moins de quinze heures après, une liste établie par le pouvoir russe de 18 Américains interdits de séjour en Russie.

Ainsi, Washington et Moscou se lancent dans un cycle de représailles aux relents de nouvelle guerre froide. Les deux présidents ne peuvent que constater leurs désaccords sur absolument tout : de la Syrie au projet de bouclier antimissile en Europe centrale en passant par la gestion de l'affaire Snowden ou de la crise en Ukraine. Les termes de « nouvelle guerre froide » entre Washington et Moscou font florès dans les medias. *Le Courrier international* y consacre sa Une en septembre 2013 et, dès 2008, le journaliste britannique Edward Lucas sortait un ouvrage intitulé *The New Cold War* qui se hissera en quelques semaines au rang des meilleures ventes aux Etats-Unis. Comment a-t-on pu en arriver à une telle rhétorique alors que vingt ans auparavant, suite à la disparition de l'URSS, on célébrait dans les chancelleries occidentales le retour de la Russie démocratique sur la scène internationale? Comment le modèle américain de la démocratie libérale dans lequel les Russes mettaient tant d'espoir il y a vingt ans, a pu se muer, au début du XXIème siècle, en contre-modèle aux yeux d'une grande partie de l'élite et de la population russes ?



Afin de répondre à ces questions, il nous semble indispensable de revenir sur ces vingt années écoulées depuis la fin de la guerre froide afin de déterminer la manière dont a été géré ce retour de la Russie dans le concert des nations par la diplomatie américaine. Il nous faut comprendre pourquoi le modèle de partenariat stratégique proposé par Washington à la nouvelle Russie n'a pu que renforcer la défiance du Kremlin qui s'est mis petit à petit à élaborer son propre contre-modèle de démocratie « à la russe » pour reprendre le titre d'un ouvrage publié par Jean-Robert Raviot en 2008 (Raviot, 2008).

Le triomphe du Modèle : les Etats-Unis et le « moment unipolaire » ou l'hyperpuissance en quête d'une nouvelle mission.

En raison de l'attrance grandissante du modèle de société occidental dans l'URSS gorbatchévienne, Géorgii Arbatov, alors directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada à Moscou (ISKAN) déclare, en



Georgii Arbatov

mai 1988, dans un entretien au magazine américain Time, que la Russie est en train de porter aux Etats-Unis le coup le plus terrible en le privant d'un ennemi.

Cependant, il était loin d'imaginer que la fin de l'URSS laisserait les élites américaines autant désarçonnées par la disparition subite de l'ennemi idéologique de toujours à la fin de l'année 1991. « Je ne connais personne, écrit Robert Gates, alors membre de la CIA et futur collaborateur du Conseil national de sécurité des Etats-Unis, ni dans, ni hors du gouvernement, qui ait prédit au début de 1989, qu'avant la prochaine élection présidentielle, l'Europe de l'est serait libérée, l'Allemagne unifiée dans l'OTAN et l'Union soviétique un souvenir de l'histoire » (Melandri et Vaisse, 2001 : 43).

La défaite de l'URSS et le constat de faillite du communisme à l'Est s'accompagnent d'une redéfinition universaliste de l'ordre international sous l'égide des Etats-Unis. Ceux-ci se trouvent alors en position d'unique superpuissance, ce qui provoque l'incrédulité des élites américaines qui étaient loin de s'imaginer que leur adversaire idéologique, cette « idéocratie », s'effondrerait si rapidement sans coup férir. À la fin de la guerre froide, les États-Unis n'ont plus de doctrine claire et agissent, après l'épisode de la guerre du Golfe, au coup par coup. « Nous n'avons pas gagné la guerre froide », lit-on dans le Washington Post, « ce sont nos adversaires qui ont perdu. Nous ne savons plus pourquoi nous luttons... Nous n'avons plus de sens de l'orientation... Nous ne savons plus quoi faire... » (Koven et Louda, 2004 : 78).

C'est désormais l'économie, dans laquelle le poids des deux anciennes superpuissances n'est plus comparable, qui détermine leur place sur l'échiquier mondial et non plus les facteurs militaires, autrefois fondements du monde bipolaire. Dans ces conditions, la Russie ne se trouve plus et ne peut plus se trouver au centre de la politique étrangère américaine bien qu'elle reste importante du fait de ses capacités nucléaires, de sa situation au centre de l'Eurasie, de son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU et de la richesse de ses ressources. Cependant, elle doit lutter pour fixer l'attention des États-Unis pour qui la Russie n'a plus l'importance stratégique que représentait l'URSS.

La réflexion philosophique accompagne le succès du modèle de société proposé par les Etats-Unis en cette fin de siècle. Francis Fukuyama propose dans son ouvrage *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme* (Fukuyama, 1993) une thèse qui débouche sur la conclusion qu'à la fin de l'histoire, il ne reste aucun rival idéologique sérieux à la démocratie libérale. Alors que la thèse de Fukuyama connaît un grand succès international, l'éditorialiste Charles Krauthammer, signe un article remarqué dans *Foreign Affairs*, publié durant l'hiver 1990-1991, intitulé « Le moment unipolaire » (*The Unipolar Moment* (Krauthammer, 1990/1991) où il redéfinit la dynamique géostratégique du monde autour de la seule superpuissance américaine. Il développe cette thèse pour en faire à la fois un repère idéologique et une base stratégique pour une nouvelle politique américaine.

Portée par cette réflexion, la nouvelle administration démocrate qui s'installe à la Maison Blanche en janvier 1993, suite à l'élection du premier président post-guerre froide, William Clinton, se met rapidement en quête d'un concept, d'un paradigme qui

puisse réorienter et définir la politique étrangère des Etats-Unis dans un monde désormais unipolaire. La nouvelle administration américaine perçoit la fin de la guerre froide comme le moment à saisir pour encourager le plus grand nombre possible de nations à rejoindre la communauté des démocraties libérales. C'est ainsi qu'en septembre 1993, le conseiller pour la sécurité nationale, Anthony Lake, évoque les grandes lignes d'une future « doctrine Clinton », qui fixe comme objectif aux Etats-Unis l'extension de la communauté libre des démocraties de marché, dont la diffusion doit assurer à la fois la paix et la prospérité. Cet élargissement démocratique (*Democratic Enlargement*), selon les termes de Jeremy Rosner, ne consiste pas simplement pour l'Amérique à contenir ses rivaux mais surtout à élargir son cercle d'alliés afin de l'aider à répandre ses valeurs et défendre au mieux ses intérêts. En effet, face à la tentation isolationniste qui fait suite à la fin de la guerre froide et la chute de l'empire soviétique, Anthony Lake réaffirme la volonté de la nouvelle administration de poursuivre une politique d'engagement en faveur des intérêts américains sur la scène internationale. Un engagement qui doit permettre, en raison de l'effacement de la frontière entre politique intérieure et étrangère, d'accroître la prospérité intérieure américaine, de protéger la sécurité des Etats-Unis et de promouvoir la démocratie afin de pacifier la scène internationale, les régimes démocratiques étant plus enclins à coopérer qu'à se défier. Ainsi, les Etats-Unis se proposent de poursuivre une politique idéaliste de promotion de leurs valeurs et réaliste de défense de leurs intérêts par l'union entre une politique de démocratisation et de promotion de l'économie de marché.

En résumé, le monde de l'après-guerre froide donne lieu à un moment unique qui offre d'immenses opportunités pour la démocratie et l'économie de marché. Il incombe en conséquence à Washington de guider le monde

sur le chemin de cette démocratie libérale de marché, favorisant la paix ainsi que la prospérité des États-Unis et du monde. L'ex-URSS, et notamment la Russie, est clairement citée par Anthony Lake comme une zone stratégique pour les États-Unis dans laquelle la démocratie libérale doit permettre de transformer cette région en partenaires diplomatiques et économiques. À défaut d'une lutte contre un adversaire tangible, l'universalisation de la démocratie libérale et la mondialisation des échanges constituent donc la nouvelle mission de l'administration Clinton. Ainsi, la nouvelle administration américaine établit clairement une relation d'interdépendance entre la démocratie et le marché.

Dès septembre 1993, le président Clinton prononce un discours à l'ONU où il affirme clairement l'idée que son pays occupe une position unique sur la scène internationale, une position dominante à tous points de vue et qu'il entend bien conserver. Le message est très clair à l'adresse de tout rival potentiel (*peer competitor*) qui viendrait menacer le nouvel ordre mondial qui se construit autour des valeurs de la démocratie libérale. Les Etats-Unis entendent bien se servir de cette position dominante pour élargir et renforcer ce que Washington nomme « les démocraties de marché » (*Market based Democracies*) afin de contrer les nouveaux périls qui menacent le monde de l'après-guerre froide. Tony Smith considère qu'avec l'arrivée de l'administration Clinton est définie une idéologie cohérente et détaillée pour la mise en place d'un « impérialisme libéral » qui sera poursuivi par les administrations suivantes. Cet impérialisme libéral devient possible, selon Tony Smith, car la politique étrangère de Mikhaïl Gorbatchev, qui a permis la fin de la guerre froide, est désormais réinterprétée à Washington comme une capitulation idéologique devant la

démocratie libérale promue par les Etats-Unis. Ainsi les vingt années qui suivent la fin de la guerre froide voient se développer à Washington un internationalisme libéral aussi bien démocrate sous sa forme néolibérale que républicain sous sa forme néoconservatrice. Ses représentants, qui s'arrogent le crédit de la victoire sur l'URSS, tendent à s'affirmer de plus en plus au sein des fondations et des think-tanks américains. La victoire sur l'Empire du Mal vient valider auprès des élites de Washington la justesse des valeurs inscrite dans le Modèle. La guerre froide achevée et l'URSS disparue, il ne reste plus à Washington qu'à faire triompher cette promesse de paix perpétuelle qu'offre le nouvel ordre mondial globalisé par le renforcement de la communauté des démocraties libérales.

Favoriser le Modèle pour intégrer la Russie à la démocratie de marché à tout prix et au plus vite !

L'élargissement démocratique passe d'abord par un soutien inconditionnel de Washington à la « thérapie de choc » entreprise par le gouvernement russe avec pour objectif un passage rapide à l'économie de marché qui puisse rendre impraticable tout retour au système administré soviétique. En revanche, la réforme économique doit naturellement entraîner dans son sillage la réforme politique et installer fermement la démocratie libérale dans la jeune Russie. Cependant, devant la radicalité de la réforme économique qui permet le retour en force des nationalistes et des communistes à la Douma russe dès 1993, Strobe Talbott, en charge de la politique russe au sein de l'administration américaine, se doit de reconnaître qu'il y a peut-être eu trop de choc et pas assez de thérapie. La privatisation de l'économie se fait de manière

si opaque et brutale que les Russes la qualifient de *prikhvatizatsia* sur un jeu de mots qui combine « privatisation » et « pillage ».

D'autre part, l'élargissement démocratique passe également par un soutien inconditionnel de Washington à la politique du président Eltsine, au nom du « soutien à la réforme contre la réaction » selon les termes de Warren Christopher, alors que le président russe fait tirer sur le Parlement russe en octobre 1993. Cette caution de Washington est interprétée à Moscou comme un renoncement à la norme démocratique non pas au profit de la réforme mais au profit de la seule équipe des réformateurs eltsiniens. Warren Christopher estime cependant qu'en soutenant Eltsine et sa décision de tirer sur le Parlement russe, les Etats-Unis ont soutenu la réforme et la démocratie. Néanmoins le professeur Steven Cohen considère que ce postulat empêche l'administration Clinton de pouvoir envisager d'autres alternatives possibles plus graduelles à une politique dont la radicalité est loin de faire l'unanimité en Russie même (Cohen, 2001). Forger une alliance avec la réforme plutôt qu'avec un groupe de réformateurs aurait certainement évité de lier le sort de la présidence Eltsine au sort des réformes. La radicalité de la réforme soutenue par Washington contribue à entraîner un profond ressentiment en Russie envers la démocratie de marché très vite assimilée à une *dermokratija*, par un jeu de mots que l'on pourrait traduire par la « merdocratie ». Ce sentiment général se confirme lorsque la démocratie libérale version russe s'effondre dans une faillite générale lors du défaut de paiement de l'été 1998.

suite et fin de l'article

de Stéphane Dupuy

dans le numéro de mars-avril 2019

À DÉCOUVRIR À DÉCOUVRIR À DÉCOUVRIR À DÉCOUVRIR À DÉCOUVRIR

3 LIENS, 3 FILMS

Trois films de la collection la « RUSSIE INCONNUE » de 20 mn chacun.

Crées par Valentine Grosjean, présidente de l'association COMTE BALTIQUE AMOUR, suite à ses voyages dans le Caucase et en Sibérie.

Commentaires en français de Valentine Grosjean

Partie technique : réalisée par Philippe B. Tristan

Caucase : **Tchéchénie, Ingouchie, Daghestan** républiques autonomes de la Fédération de Russie. <https://youtu.be/ZQIqTMepIhs>

Sibérie : le **Kraï de l'Altaï**, région qui avait signé un partenariat avec la région de Franche Comté. <https://www.youtube.com/watch?v=LjYsfJ6ZQg4>

A l'est du Baïkal : la **Bouriatie**. <https://youtu.be/ex7ZP5JjqzU>

TÉMOIGNAGE DE QUI SAIT DE QUOI ELLE PARLE, DEPUIS IRKOUTSK,
FOYER HISTORIQUE DE LA FRANCOPHONIE.



Eléna Vyssokikh
Directrice du
Centred'enseignement « Insider »
Docteur du IIIe cycle en
psychologie
Maitre en conférence

LE FRANÇAIS DANS LA RÉGION D'IRKOUTSK, EST-CE QU'IL SUBSISTERA?

Quand je commençais ma carrière de professeur de français en 1985, je ne pouvais pas même imaginer qu'il y aurait un moment quand le français à Irkoutsk soit menacé de disparition. A savoir : seul Institut de langues étrangères, plus tard l'Université de linguistique, recrutait à l'époque tous les ans 90 étudiants pour former des professeurs avec le français, première langue.

Le français, une des premières langues étrangères qu'on avait commencée à enseigner à Irkoutsk à côté du chinois, la langue étroitement liée à l'histoire de la ville (la tradition de l'enseignement du français est dûe aux décembristes, premiers révolutionnaires russes exilés en Sibérie) tend maintenant à disparaître.



La Maison-musée du prince Volkonski à Irkoutsk, haut lieu de la langue et de la culture françaises

Pour vous donner l'idée de l'importance du problème je citerai quelques chiffres. En 2004, quand j'étais responsable d'une chaire de français (il y en avait plusieurs à l'Université de linguistique) nous avons compté environs 800 étudiants apprenant le français comme première, deuxième ou troisième langue à l'Université de linguistique. Aujourd'hui, on en compte une vingtaine avec la première langue et une vingtaine avec la deuxième à la Faculté de langues étrangères (nouvel statut de l'Université de linguistique après la réforme) au sein de l'Université publique. C'est l'exemple d'un seul établissement mais celui-là avait toujours le statut central pour l'enseignement du français. Je ne suis pas sûre que l'on en trouve encore une vingtaine dans toute Université (plus de 14 500 étudiants).

En 2008 le nombre d'apprenants de français en Russie constituait 20%, aujourd'hui seulement 8%. Je n'ai pas de données, mais je crois que pour la région d'Irkoutsk, la dégradation est encore plus importante.

Où en sont les causes ? Tout d'abord, c'est la situation géographique de la région et la concurrence de la part des autres langues étrangères, l'anglais étant omniprésent et la demande pour le chinois s'accroissant.

Mais les causes ne sont pas toujours d'ordre objectif. C'est aussi le soutien du

gouvernement français qui n'est pas suffisant ces dernières années. Si la création du Centre de la langue française dans les années 90 et le travail de ses premiers Attachés Sylvie Doisneau et Bruno Boyer avaient beaucoup contribué à la promotion de la langue française, on ne peut pas le dire de la politique qui a suivi :

- le remplacement des Centres de français par les Alliances dont le but réel disons-le franchement est plutôt lucratif, et par conséquent, absence de nouveaux projets de coopération ;
- l'action des directeurs de l'Alliance n'atteignait pas alors à la même efficacité ni ne suscitait la même adhésion
- des bouleversements politiques et économiques, la crise des relations franco-russes – tout cela, était un mauvais coup pour le français.

Aujourd'hui, nous nous attendons à un nouveau coup pour le français : la possibilité de poursuivre les études en France était un argument qui motivait beaucoup de jeunes à apprendre le français. Alors, cet argument n'existe plus.

Ce ne sera plus accessible pour la majorité des étudiants. Je peux témoigner que de 8 étudiants que j'avais en préparation pour le DELF B2 et qui avaient le projet de s'inscrire à une Université française, personne ne pourra se le permettre.

Lesquelles en seront donc les conséquences selon moi :

- la chute du nombre d'apprenants de français ;
- l'écroulement de tout le système de passation des examens DELF, DALF et les gains perdus évidemment.

Est-ce que le système Campus-France subsiste ? Est-ce que les universités françaises en profitent ? Grande question. Qu'est-ce qu'il deviendra le français dans la région et même en Russie ? Mes prévisions sont plutôt pessimistes.